

## La Terre n'est pas une énergie renouvelable

PAR JADE LINDGAARD  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 8 NOVEMBRE 2021



La mine de charbon de Garzweiler, dans l'ouest de l'Allemagne, le 28 juillet 2020. © Photo Ina Fassbender / AFP

Il n'y a pas d'un côté les bonnes énergies vertes et de l'autre les méchantes machines carbonées, mais un questionnement essentiel, puisque la quête continue de l'abondance n'est plus possible: comment habiter notre planète sans creuser la tombe de celles et ceux qui y vivent ?

Va-t-on un jour s'extraire de l'extractivisme? La course des industriels vers les ressources minières nécessaires à la fabrication des batteries de voitures électriques, des rotors d'éoliennes et des panneaux solaires démontre à quel point la montée des énergies dites renouvelables ne préserve pas en soi du désastre. Les problèmes environnementaux, sociaux et démocratiques soulevés par l'exploitation des sous-sols pour en sortir du lithium, des terres rares et autres métaux ressemblent à ceux liés à l'extraction des hydrocarbures et de l'uranium.

De ce point de vue, les champs éoliens, les centrales photovoltaïques et les véhicules qualifiés de «propres» ont bien une «matérialité invisible», comme le dit le journaliste Guillaume Pitron, **auteur d'une enquête sur «la nouvelle géopolitique des matières premières»**.

L'actuelle campagne de dénigrement contre les éoliennes n'a qu'un seul effet positif: son invitation à casser la vision morale binaire séparant les «bonnes» énergies des «mauvaises». Accepter cette réalité ne retire rien à la nécessité de sortir des énergies fossiles, pour le climat, et d'arrêter le nucléaire, pour se préserver de futurs accidents et de ses

déchets éternellement radioactifs. Mais cela dessine une ambition beaucoup plus radicale que de mettre en œuvre une «*transition énergétique*».

Cette expression est reprise par la plupart des gouvernements et des grosses entreprises depuis dix ans pour désigner leur mouvement supposé vers la décarbonation de l'économie – soit le fait de réduire au maximum les émissions de CO<sub>2</sub>. Elle recèle un potentiel séducteur d'optimisme : s'il s'agit de «*transitionner*» d'un point A vers un point B, cela pourrait se faire sans heurt ni souffrance. Cela pourrait ressembler à une promenade que l'on s'accorde dans le nouveau quartier où l'on s'apprête à emménager.



La mine de charbon de Garzweiler, dans l'ouest de l'Allemagne, le 28 juillet 2020. © Photo Ina Fassbender / AFP

Mais l'historien **Jean-Baptiste Fressoz a mis en garde** contre le «*leurre dangereux, sans référent historique*», de ce concept, «*inventé en 1975 pour conjurer le thème de la crise énergétique*». Selon lui, «*dire "transition" plutôt que "crise" rendait le futur beaucoup moins anxiogène en l'arrimant à une rationalité planificatrice et gestionnaire*».

L'ambiguïté de ce mot est pointée par deux autres auteurs, Gérard Dubey et Alain Gras, dans leur livre *La Servitude électrique*. Il est «*chargé d'une idéologie continuiste*», écrivent-ils, c'est-à-dire de l'idée que tout peut continuer comme avant, à condition de changer quelques équipements industriels périphériques. En réalité, «*l'histoire industrielle, qui se déroule sur 200ans, n'a jamais vu une énergie remplacer une autre*». Elles ne font que s'ajouter les unes aux autres. Tout est en place pour que les sociétés humaines se retrouvent à utiliser en même temps du charbon, du pétrole, du gaz, du nucléaire, de l'éolien, du solaire, de la géothermie, de l'hydrogène et de la biomasse, et accélèrent ainsi

l'épuisement des milieux de vie, humaine et non humaine, sur cette pauvre planète creusée, forée et polluée de toutes parts.

Alors, si la «*transition*» n'est pas le bon substantif pour désigner les voies à ouvrir pour arrêter de détruire le monde, quel est-il? Différentes propositions sont sur la table, habitées par des cosmologies et des visions politiques différentes: rupture (voir par exemple le livre *Écologie sans transition*, publié par les éditions Divergences), destitution, transgression, décroissance, atterrissage (Bruno Latour, *Où atterrir?*), décolonisation (un exemple récent parmi de nombreux autres: le nouveau livre de **l'écrivain indien Amitav Ghosh**, *The Nutmeg's Curse*).

Une idée simple serait d'oser se saisir du mot «*révolution*» dans son sens géométrique : pour retourner la question énergétique par rapport à son sens dominant. En clair, commencer par interroger la demande énergétique et voir comment la réduire au maximum, pour ensuite chercher comment répondre à la part incompressible de nos besoins. Soit l'inverse des présupposés idéologiques qui sous-tendent le «*tournant nucléaire*» du discours public en France sur la transition énergétique. La sobriété maximale et la production minimale d'énergie sont les indispensables conditions au maintien de la possibilité d'une vie décente pour tou-te-s, et pas seulement l'élite hors sol des pays riches.

C'est donc tout sauf uniquement une question de technologie. La catastrophe écologique en cours doit ouvrir un questionnement fondamental: quels besoins, quelle juste répartition des ressources en situation de pénurie, qui pour en décider? La mise en cause du capitalisme et de son système de valorisation est incontournable. L'historien Sylvain Piron (*L'Occupation du monde—Généalogie de la*

*morale économique*) propose quant à lui de prendre le mal à la racine : l'invention de l'économie. **L'anthropologue Dusan Kazic** s'attaque de son côté au concept de «*production*».

Dans leur livre *Héritage et fermeture*, les chercheurs Emmanuel Bonnet, Diego Landivar et Alexandre Monnin appellent à penser une «*écologie du démantèlement*». Ils y opèrent une distinction éclairante pour se ressaisir politiquement et sensiblement de la question des énergies renouvelables: entre «*les civilisations qui bénéficient de l'activité des sols, ou, qui les cultivent*» et «*celles qui exploitent les sous-sols, les manières d'habiter la Terre divergent radicalement.*» D'un côté, il y a «*la génération*» comme **la formule la philosophe Émilie Hache** en s'appuyant sur les pensées écoféministes, qui ouvre la question de l'engendrement (**voir ici sa conférence sur une relecture de la théologie chrétienne à l'aune de Gaïa**), c'est-à-dire le rapport à la terre nourricière, à la fertilité, à la puissance de donner la vie, à la possibilité d'existence des cycles du vivant. De l'autre, l'usage utilitaire, donc privatisable et marchand de la nature, réduite à l'état de ressources à disposition.

L'entrée dans l'anthropocène nous signale que la quête continue de l'abondance n'est plus possible. Et que la Terre n'est pas une énergie renouvelable.

### Boite noire

Les citations reproduites dans cet article sont extraites de:

Gérard Dubey & Alain Gras, *La Servitude électrique—Du rêve de liberté à la prison numérique* (Le Seuil, 370pages, 23€);

Emmanuel Bonnet, Diego Landivar & Alexandre Monnin, *Héritage et fermeture— Une écologie du démantèlement* (Divergence, 166pages, 14€).

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.